



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral autorisant la société VALECOBOIS GRAND EST à exploiter
une plateforme de valorisation de déchets bois à Moncel-lès-Lunéville**

N° 2025-0049
AIOT 0100036364

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 05 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 06 juin 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 22 décembre 2023 ;

Vu l'arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement en date du 23 janvier 1997 ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin Meuse approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) du Grand Est ;

Vu la demande du 13 février 2025, présentée par VALECOBOIS GRAND EST à l'effet d'obtenir l'autorisation d'augmenter la capacité de traitement d'une plateforme de transit, regroupement et traitement de déchets bois située pour son installation à Moncel-lès-Lunéville et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 18 juillet 2025;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu la décision d'examen au cas par cas en date du 26 juin 2024;

Vu le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est UD54 référencé 2025-0482 du 13 mai 2025;

Vu l'avis de consultation du public par voie électronique du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 23 juin 2025 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique du 23/06/2025 au 23/09/2025 inclus sur le territoire de la communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat et des communes d'Hériménil, Fraimbois, Laronxe , Moncel-lès-Lunéville et Saint-Clément;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes ;

Vu la publication en date du 05 et 06 juin 2025 dans deux journaux locaux ;

Vu l'absence d'observations du public résultant de la procédure de consultation dite de participation du public par voie électronique ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil municipal de la commune de Moncel-lès-Lunéville ;

Vu les avis favorables émis par la communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat et les conseils municipaux des communes d'Hériménil, Fraimbois, , et Saint-Clément

Vu l'absence d'avis émis par la région Grand-Est et la région Bourgogne-Franche-Comté et le conseil municipal de la commune de Laronxe ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est UD54 référencé 2025_1121 du 27 novembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 28 novembre 2025 par voie dématérialisée ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 11 décembre 2025 ;

Vu la prise en compte partielle des observations du demandeur par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est UD54 référencé 2025_1317 du 30 décembre 2025 ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier l'implantation de l'activité dans une zone industrielle;

Considérant qu'au cours de l'instruction le demandeur a amélioré son projet initial, en particulier en ce qui concerne la gestion des fluides pouvant provenir de l'aire de rétention située sous la cuve d'hydrocarbures;

Considérant qu'au cours de l'instruction le demandeur a modifié son projet initial au regard de la norme de résistance au feu des cloisons séparatives des îlots de stockage du bois ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral :

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société VALECOBOIS GRAND EST (SIRET 91437857500015), dont le siège social est situé au 35-95 B, rue Pierre SEMARD – La Roche Marcaire à GIVORS (69700), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Moncel-lès-Lunéville, rue Charles MARCHAL (coordonnées Lambert 93 X=963461 et Y=6833008), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.2 : Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelle suivante :

Commune	Parcelles	Superficie
Moncel-lès-Lunéville	B 803	6 561 m ²
	B 797	27487 m ²

L'installation est implantée et aménagée conformément au plan figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

Article 1.3 : Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les installations exploitées sur la parcelle B 803 relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux	Traitement de déchets de bois de classes A et B	180 t / jour	A
2714.1	Installations de tri, transit, regroupement ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	Stockage de bois	7 000 m ³	E
1532-2-b	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ , 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de	Stockage de bois	7 000 m ³	D

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³ (E) b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)			

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
2.1.5.0 alinéa 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	La surface relevant de la rubrique est de 19 ha La surface imperméabilisée par le projet est d'environ 1,1 ha.	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Cet arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales ou arrêtés ministériels spécifiques applicables aux rubriques ICPE listées au ci-dessous.

Rubrique ICPE n°	Arrêté ministériel du
2791.1	22/12/2023
2714.1	06/06/2018
1532-2-b	05/12/2016

Article 1.4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

Article 1.5 : Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.
L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et à l'article L.211-1, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

Article 1.6 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Article 2.1 : Émissions diffuses

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières, en particulier, il prévoit :

- une aspersion d'eau lors des opérations de broyage en période estivale ou dès que nécessaire ;
- un entretien régulier du site pour éviter toute accumulation de poussières.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3.1 : Prélèvements et consommations d'eau

Aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel n'est effectué.

Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sur le réseau d'eau potable de la commune sont limités à 1000 m³/an.

Les installations de prélèvements d'eau potable sont munies de dispositifs de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé de façon mensuelle et les résultats sont portés sur un registre.

Article 3.2 : Gestion des eaux de ruissellement

Le sol des aires de stockage de déchet et de bois broyé ainsi que les voiries sont étanches aux eaux pluviales.

Les eaux sont collectées et traitées avant rejet comme prescrit à l'article 3.4.

Article 3.3 – Conception, gestion des réseaux et points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les catégories d'effluents suivantes :

- **eaux usées sanitaires** : il s'agit des eaux issues des locaux qui rejoignent le réseau public séparatif et ensuite dirigées à la STEP de Lunéville.
- **eaux pluviales** susceptibles d'être polluées : il s'agit des eaux qui sont collectées sur les surfaces imperméabilisées et des eaux de toitures du site. Ces eaux sont collectées par un réseau interne comprenant un bassin de rétention de 530 m³ puis traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau pluvial public.

Les deux réseaux d'assainissement (eaux sanitaires et pluviales) disposent chacun d'un point de prélèvement permettant la prise d'échantillons représentatif de chaque réseau séparatif avant rejet dans le réseau public.

Les rejets sont traités par la station d'épuration de Lunéville. Par conséquent, le pétitionnaire dispose d'une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, d'une convention de rejet, établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.

Les documents seront joints au dossier défini à l'article 1.7 et tenus à disposition de l'inspection.

Article 3.4 : Limitation et caractéristiques des rejets externes

Les eaux pluviales respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.

Paramètres	Valeurs Limites d'Émission (VLE) en mg/l
Matières En Suspension (MES)	35
Demande Biologique en Oxygène sur cinq jours (DBO ₅)	30
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	125
HydroCarbures Totaux (HCT)	10

Concernant le rejet des eaux pluviales vers la station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs sont fixées ci-dessous :

Substances spécifiques du secteur d'activité

	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr ⁶⁺ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques au présent point.

L'exploitant procède à un contrôle mensuel pendant trois mois des eaux sur l'ensemble des polluants indiqués ci-dessus. Au regard des résultats, qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées, il établit la liste des polluants qu'il surveillera dans les conditions définies à l'article 3.5.

Article 3.5 : Fréquence de surveillance des rejets

L'exploitant réalise les contrôles relatifs aux paramètres listés à l'article 3.4 de façon annuelle.

Les résultats de surveillance des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF – arrêté du 28/04/2014).

En cas de dépassement des valeurs seuils autorisées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rendre ces rejets à nouveau conformes, en justifiant cette conformité par un contrôle de vérification satisfaisant.

Il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées.

Article 3.6 - Dispositions spécifiques sécheresse

En cas d'épisode de sécheresse local, l'exploitant applique l'arrêté départemental cadre sécheresse.

TITRE 4 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

Article 4.1 : Mesures d'évitement, réduction et compensation (ERC)

Une Espèce Exotique Envahissante (EEE), le Solidage du Canada (*Solidago canadensis*), a été recensée sur la zone d'étude.

Puisqu'il s'agit ici d'une station restreinte à quelques individus, l'exploitant procède à un arrachage manuel. L'utilisation d'engins et machines (type débroussailleuse) est à proscrire pour éviter toute propagation par projection. L'arrachage doit être réalisé avant la floraison de l'espèce en juillet pour éviter la propagation des graines après suite à la reproduction et avec précaution, en tâchant de ne pas casser la racine. L'arrachage complet est facilité si le sol est humide ou si on l'ameublit d'abord à l'aide d'une fourche-bêche.

Les déchets végétaux sans fleurs, graines ni racines peuvent être compostées normalement. Les déchets végétaux comportant des fleurs, graines ou racines doivent être éliminés dans des boxes de compostage, dans une usine de cofermentation avec phase d'hygiénisation ou par fermentation thermophile. L'élimination dans une usine d'incinération des déchets est toujours possible.

Dans tous les cas, l'export ou la réutilisation du substrat, qui contient des graines en dormance, sur laquelle l'espèce se trouve est à éviter.

Une fois l'espèce éliminée selon les modalités précisées ci-dessus, une surveillance sera mise en place par l'exploitant pour s'assurer que l'espèce ne recolonise pas le milieu et procédera à un arrachage immédiat des nouveaux plants le cas échéant.

VALECOBOIS réalisera une procédure reprenant cette mesure en illustrant avec des photographies de Solidage du Canada.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

Article 5.1 : Limitation des niveaux de bruit et des vibrations

La zone à émergence réglementée ainsi que les points de mesure en limite de propriété sont définis sur le plan joint en annexe du présent arrêté.

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée et les émergences indiquées dans les tableaux ci-dessous :

	Période de jour : de 7h à 17h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 17h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau maximal en limites de propriété du site	70 dB(A)	60 dB(A)

Les horaires de fonctionnement du site sont du lundi au vendredi de 7h à 17h, et ponctuellement le samedi en suivant les éventuelles demandes des sujets publics de collecte des déchets. L'exploitant consignera les raisons justifiant la nécessité d'ouverture du site le samedi. Cette activité ponctuelle respectera les horaires normaux fixés en semaine. Le site est fermé les week-ends (hors cas ponctuel du samedi) et jours fériés.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 17h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 17h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 5.2 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les trois ans.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection les résultats des 2 dernières mesures.

Article 5.3 : Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met également en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Article 6.1 : Conception des installations

Les caractéristiques des différentes zones de stockage sont décrites dans le tableau ci-dessous :

Stockage	Caractéristiques
Bois A et B brut en attente de broyage	4 îlots par cellule Volume maximal d'un îlot : 875 m ³ Volume maximal par cellule: 3500 m ³ Hauteur maximale : 4,6 m
Bois A et B broyés	4 îlots par cellule Volume maximal d'un îlot : 875 m ³ Volume maximal par cellule: 3500 m ³ Hauteur maximale : 4,6 m

La zone de broyage qui se trouve sous un auvent est distante de :

5 mètres de la zone de stockage du bois en attente d'être broyé

10 mètres de la zone de stockage du bois broyé

Les îlots d'une même cellule sont séparés par des murs en béton coupe-feu normalisés REI 120 et la hauteur de stockage sera limitée à 1 mètre sous la hauteur totale des murs. Pour chacun des îlots de stockage de bois, la délimitation des différentes zones de stockage est matérialisée au sol et en hauteur par un marquage.

Les zones de stockage de bois sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites de propriété.

Article 6.2 : Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées au moins une fois par an par un organisme accrédité.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

Article 6.3 : Secours – Accessibilité

Les voies d'accès et les voiries internes, d'une largeur minimale de 6 mètres, sont maintenues dégagées en cas de sollicitations des services de secours. La géométrie des virages est adaptée à la circulation des engins de secours (rayon, largeur de la voie).

Article 6.4 : Plan de défense contre l'incendie

L'exploitant met à disposition des secours un « plan de défense contre l'incendie » regroupant :

- Les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie,
- L'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées,
- Les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées,
- Les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées.
- Le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie.
- Le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre.
- Les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité.
- Le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité.
- Le plan d'implantation des murs CF et leur tenue au feu ;
- Un dossier contenant l'ensemble des fiches de sécurité des matières utilisées sur site.
- La justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Article 6.5 : Besoins en eau d'extinction

La sécurité incendie du bâtiment sera assurée par 3 réserves incendie de 120, 130 et 170 m³, équipées d'un poteau d'aspiration et à moins de 100m d'un point d'accès du bâtiment.

Les moyens de défense incendie feront l'objet d'une réception au SDIS.

Le personnel est formé et sensibilisé à la prévention des risques, ainsi qu'à la manipulation des extincteurs.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont situés hors des zones concernées par des seuils à effets irréversibles (SEI), à effets létaux (SEL) ou à effets létaux significatifs (SELS). Pour atteindre cet objectif, l'exploitant réalise une étude pour définir les actions à mettre en œuvre, dans un délai de 3 mois. Les travaux sont réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 6.6 : Dispositifs de rétention, de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Le confinement des eaux incendie est effectué dans le bassin de rétention des eaux pluviales (530 m³).

En cas d'incendie ou de déversement accidentel, la pompe de relevage est stoppée via le dispositif d'arrêt qui lui est associé pour isoler le bassin de rétention du réseau de déversement vers la station d'épuration. Le personnel est formé et sensibilisé à la manipulation et à l'entretien du dispositif d'arrêt.

Le bon fonctionnement du dispositif d'arrêt associé à la pompe de relevage sera vérifié autant que nécessaire et sera matérialisé dans un registre intégré au dossier visé à l'article 1.7.

L'exploitant disposera d'une procédure de gestion du confinement des eaux d'extinction d'incendie permettant de s'assurer que le volume nécessaire au confinement est disponible en tout temps.

Une zone de stationnement des véhicules auprès de la cuve de GNR est dédiée aux opérations de transfert d'hydrocarbures (remplissage de la cuve de GNR ou des véhicules) afin d'éviter toute atteinte au milieu naturel.

L'exploitant dispose de moyens permettant la rétention des hydrocarbures déversés lors des opérations de transfert de carburant. Une procédure de mise en œuvre de la rétention est tenue à disposition de l'inspection et portée à la connaissance des opérateurs.

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Article 7.1 : Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Quantité maximale	Filière de traitement
Déchets dangereux			
Déchets issus de la petite maintenance	15 02 02*	0,5 t/an	Déchets pris en charge par le prestataire.
Boues de curage du séparateur d'hydrocarbures	13 05 02*	2 t / an	Filière autorisée et agréée
Déchets non dangereux			
Emballages en papier / carton	15 01 01	0,15 t/an	Recyclage / valorisation
Emballages en matières plastiques	15 01 02	0,1 t/an	Recyclage / valorisation
Emballages en verre	15 01 07	0,1 t/an	Recyclage / valorisation
Déchets de cuisine et de cantine biodégradables	20 01 08	0,15 t/an	Compostage / élimination
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets bois	19 12 07	--	--

Article 7.2 : Gestion des déchets reçus/expédiés par l'installation

Les déchets autorisés à être broyés ou à être expédiés sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantité maximale
Déchets d'écorce et de liège	03 01 01	Région Grand Est / Bourgogne Franche Comté	180 t/j (Soit 46980 t/an pour 261 jours d'activité*)
Sciure de bois, copeaux, chutes, bois , panneaux de particules et placage	03 01 05		
Emballages et déchets d'emballages en bois	15 01 03		
Déchets de construction et de démolition : bois	17 02 01		
Déchets municipaux : bois	20 01 38		
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets : bois	19 12 07		

(*) : 261= 365 jours moins 104 jours de non activité durant le week-end

Article 7.3 : Respect du seuil IED

Les déchets de bois en sortie de site sont orientés vers une filière de valorisation énergétique à hauteur d'au maximum 75 t/j de bois traité.

L'exploitant s'assure du respect de cette limite par une gestion quotidienne des flux de production et un registre de suivi tel que prévu à l'article 7.4 du présent arrêté.

Article 7.4 : Registre de suivi entrée/sortie des déchets de bois

L'exploitant met en œuvre un registre chronologique des déchets conformément aux dispositions de l'article R.541-43 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des dispositions de l'article R.541-43, ce registre chronologique (au minimum quotidien) contient les informations suivantes :

- les entrées de déchets :
 - par code déchets
 - par quantité
 - par classe A/B
 - par origine géographique
- les quantités de bois déchets et broyés présents sur site à tout instant par zone de stockage
- les sorties de déchets bois après broyage
 - par destination géographique
 - par filière (valorisation matière, valorisation énergétique...)
 - par quantité
- les évacuations de refus de tri
 - par typologie de déchets
 - par filière et destination géographique
 - par quantité.

TITRE 8 – DISPOSITIONS FINALES

Article 8.1 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des

Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 8.2 : Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Moncel-lès-Lunéville, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Moncel-lès-Lunéville, commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir :

- les mairies de Fraimbois, Hériménil, Laronxe et Saint-Clément,
- la communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat.

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8.3 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la société VALECOBOIS GRAND EST, le maire de Moncel-lès-Lunéville sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à Monsieur le sous-préfet de Lunéville ;
- aux services de l'État dans le département ;
- aux président et maires des collectivités consultées susvisées.

Nancy le – 6 JAN. 2026

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ

Carte de la zone d'urgence réglementée et des points de mesure.



ZER : Zone à Émergence Réglementée
LP : Limite de propriété

PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour
NANCY, le - 6 JAN. 2026

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Frédéric CLOWEZ